



FO FONCTION PUBLIQUE DE CHARENTE-MARITIME

6, rue Albert 1^{er} 17000 La Rochelle
tél : 05 46 41 30 26

Prise de parole pour les syndicats **Force Ouvrière** de **Fonctionnaires**
Saintes, jeudi 22 mars 2018

« Je vais prendre la parole pour les syndicats Force Ouvrière de Fonctionnaires.

Camarades,

Le mardi 10 octobre 2017 nous étions **plus de 1200**, rassemblés ici à l'appel des fédérations de fonctionnaires, et pour la défense du technicentre SNCF de Saintes. J'avais alors pris la parole pour Force Ouvrière. J'ai un temps envisagé de vous dire la même chose qu'il y a cinq mois, et je ne vous le cache pas, je vais le faire, en partie. En effet, **laquelle de nos revendications d'alors a été satisfaite ?** Aucune.

Nos salaires ont une nouvelle fois diminué ! Gel du point d'indice, mise en place du PPCR, jour de carence en cas d'arrêt maladie : depuis 2010, ce n'est plus le pouvoir d'achat des fonctionnaires qui baisse, c'est leur revenu net ! Et le gouvernement, après s'être attaqué au code du travail, voudrait faire sauter le statut des fonctionnaires, tout cela est intolérable.

Nos conditions de travail, elles non plus, ne se sont en rien améliorées. Dans tous nos services, tous, partout, nous sommes débordés, et **nous ne pouvons parfois même plus assurer nos missions.** En France, en 2018 :

- on meurt dans les salles d'attentes des hôpitaux
- tout bachelier n'a plus le droit de s'inscrire à l'université
- on craque dans les maisons de retraite
- il faut 6 mois pour avoir un rendez-vous avec un gynécologue
- on fait faire 40 minutes de bus à un enfant de 4 ans pour qu'il soit en classe avec 28 autres élèves,
- un épisode neigeux sans gravité paralyse le pays plus de 24h

et il faudrait que chacun trouve tout cela normal ? Il faudrait que les fonctionnaires, mais aussi les retraités, les malades, les élèves, les chômeurs, tous en somme, je cite, « fassent des efforts » ?!! Mais des efforts pour qui ? Des efforts pour quoi ? Qui veut nous faire croire que dans la sixième puissance économique mondiale, soigner, instruire, administrer coûte trop cher ?! Ceux qui savent que même lorsque les services publics disparaissent, les besoins restent, ceux qui veulent livrer nos services à la privatisation. Notre sort doit-il être celui des postes et télécommunications ? Allons-nous laisser faire ? Non !

Le 7 février 2018, sept fédérations de fonctionnaires ont appelé à cette journée de grève. Le 8, elles ont été rejointes par les fédérations de l'éducation, d'étudiants et de lycéens qui se battent pour le **retrait du plan étudiant et pour le maintien du baccalauréat comme premier grade universitaire.** Ils ont été rejoints par de Pôle emploi, Aéroports de Paris, l'Action Sociale, la Mutualité Sociale Agricole, et les Organismes de sécurité sociale. Les cheminots se rassemblent eux aussi aujourd'hui pour la défense de leur statut et la sauvegarde de la SNCF. Ensemble, autour de nos revendications, avec nos organisations syndicales, c'est ainsi que nous allons gagner.

Nous faisons nôtre la motion que la commission administrative de l'Union Départementale Force Ouvrière de Charente Maritime a renouvelée [le 2 mars 2018] : « face au mépris avec lequel les gouvernements successifs ont traité les revendications des salariés, notamment sur la réforme de la loi « Travail », [la Commission Administrative considère que] la grève générale et le blocage durable du pays sont à l'ordre du jour ».

Postes, salaires, statuts : attaqués de toutes parts, nous, fonctionnaires, nous avons raison de nous défendre. Ce que nous défendons, avec nos syndicats, ce sont nos intérêts de salariés : nos salaires et nos conditions de travail.

Mais par là-même, nous défendons les services publics. Les services publics, c'est cela que le gouvernement veut détruire. A ce gouvernement, à nos ministres, et parfois même à nos chefs de services, nous devons apprendre à dire **NON ! STOP ! Ça suffit !**

A ce gouvernement qui veut opposer les voyageurs aux cheminots,

nous disons **NON ! STOP ! Ça suffit !**

A ce gouvernement qui veut opposer les résidents aux auxiliaires,

nous disons NON ! STOP ! Ça suffit !

A ce gouvernement qui veut opposer les élèves et leurs parents aux enseignants,

nous disons NON ! STOP ! Ça suffit !

A ce gouvernement qui veut opposer les malades aux soignants,

nous disons NON ! STOP ! Ça suffit !

A ce gouvernement qui veut opposer les chômeurs aux agents de Pôle emploi, les victimes aux magistrats... La liste des tentatives de division est longue... mais à ce gouvernement qui veut opposer les usagers des services publics à ceux qui les font encore fonctionner, parfois même au mépris de leur propre santé, nous disons, nous crions, STOP ! Ça suffit !

A ce gouvernement qui reste sourd à nos revendications, nous disons, nous crions, STOP ! Ça suffit !

Nous, fonctionnaires, lorsque nous nous défendons, ce sont les services publics que nous défendons. Les services publics, ce n'est pas qu'une ribambelle d'agents et de bureaux, les services publics, c'est le ciment-même de notre République. Ce n'est pas par les belles paroles que l'on construit ensemble une société, c'est par le travail de femmes et d'hommes. Ces femmes et ces hommes n'en peuvent plus ! Ces femmes et ces hommes sont dans la rue, et ils exigent :

- l'augmentation immédiate des salaires
- la suppression du jour de carence
- la suppression de la CSG et le financement de la sécurité sociale par les cotisations
- le maintien du statut général et des statuts particuliers de la fonction publique
- la création de tous les postes demandés
- la titularisation des contractuels et l'arrêt de la précarisation

A présent, en portant ces revendications, nous ne défendons plus seulement nos intérêts particuliers. Ayons-en conscience : c'est de l'intérêt général qu'il s'agit. Nous DEVONS obtenir satisfaction. Cessons de nous voiler la face, ce que nous vivons n'est pas tolérable, il FAUT gagner. Comment ? Discutons-en dans les services, dans le privé comme dans le public, organisons-nous avec nos syndicats, et n'attendons pas encore cinq mois. Je répète la motion de la commission administrative de l'Union Départementale Force Ouvrière de Charente Maritime : « la grève générale et le blocage durable du pays sont à l'ordre du jour ». Dès demain, vendredi 23 mars, discutons, informons, organisons !

Vivent les services publics, vivent les fonctionnaires, vive l'unité des salariés avec leurs organisations syndicales. A demain !

Iris Henry, FGF FO 17